

INTERVENTION DANS LE DEBAT Samir AMIN

Mon intervention dans le débat porte sur les raisons objectives qui expliquent l'échec des premières révolutions socialistes.

1. Le drame des grandes révolutions

Les « grandes révolutions » se distinguent par le fait qu'elles se projettent loin en avant vers l'avenir, par opposition aux autres (les « révolutions ordinaires »), qui se contentent de répondre aux exigences des transformations à l'ordre du jour du moment.

Il n'y a eu dans l'époque moderne que trois grandes révolutions (la française, la russe et la chinoise). La révolution française n'est pas seulement une « révolution bourgeoise », substituant l'ordre capitaliste à l'Ancien Régime et le pouvoir bourgeois à celui de l'aristocratie ; elle est tout autant une révolution populaire (et singulièrement paysanne) dont les revendications remettent en cause l'ordre bourgeois lui-même. La République démocratique et laïque radicale, qui se donne pour idéal la généralisation de la petite propriété pour tous, ne procède pas de la logique simple de l'accumulation du capital (fondée sur l'inégalité), mais la nie (et elle en proclame avec lucidité la conscience en déclarant le libéralisme économique ennemi de la démocratie). En ce sens la révolution française contenait déjà les germes des révolutions socialistes à venir, dont les conditions « objectives » n'étaient évidemment pas réunies dans la France de l'époque (les Babouvistes en constituent le témoignage). Les révolutions russe et chinoise (auxquelles on peut associer celles du Viet Nam et de Cuba) s'assignent l'objectif du communisme, bien en avance lui également sur les exigences objectives de la solution des problèmes immédiats des sociétés concernées.

De ce fait, toutes les grandes révolutions subissent le contrecoup de leur avance sur leur temps. Aux moments brefs de leur radicalisation succèdent des reculs et des restaurations réactionnaires. Ces révolutions éprouvent donc toujours de grandes difficultés à se stabiliser (la stabilisation de la révolution française prendra un siècle). Par opposition les autres révolutions (comme celles de l'Angleterre et des Etats-Unis) inaugurent le déploiement stable et calme du système, se contentant d'enregistrer les exigences des rapports sociaux et politiques en fait déjà mis en place dans le cadre du capitalisme naissant. De ce fait ces « révolutions » méritent à peine leur nom, tant sont marquants leurs compromis avec les forces du passé et leur absence de vision de l'avenir plus lointain.

En dépit de leurs « échecs » les grandes révolutions font l'histoire – à plus longue portée. Par les valeurs d'avant-garde qui définissent leur projet elles permettent aux utopies créatrices de poursuivre la conquête des esprits et en définitif de réaliser l'ambition suprême de la modernité, qui est de faire des êtres humains les sujets actifs de leur histoire. Ces valeurs font contraste avec celles de l'ordre bourgeois instauré ailleurs qui promeuvent des comportements d'ajustement passif aux exigences dites objectives du déploiement du capital, et donnent toute sa puissance à l'aliénation economiciste qui soustend cette soumission.

2. Le poids de l'impérialisme, stade permanent de l'expansion mondiale du capitalisme

Le déploiement mondial du capitalisme a toujours été polarisant dès l'origine et à chacune des étapes de son histoire. Cette caractéristique du capitalisme réellement existant, pourtant essentielle, a toujours été sous estimée pour le moins qu'on puisse dire, du fait de l'eurocentrisme qui domine la pensée moderne, y compris dans les formulations idéologiques d'avant-garde propres aux grandes révolutions ; et le marxisme historique des Internationales successives n'a échappé que partiellement à cette règle générale.

Comprendre la portée immense de cette réalité impérialiste et en tirer toutes les conséquences stratégiques concernant la transformation du monde qu'elle implique constitue l'exigence incontournable première pour toutes les forces sociales et politiques victimes du déploiement du capitalisme, dans ses centres comme dans ses périphéries. Car l'impérialisme a mis à l'ordre du jour non pas tant la maturation des conditions permettant des « révolutions socialistes » (ou des accélérations des évolutions allant dans cette direction) dans les centres du système mondial, que des remises en cause de son ordre à partir des révoltes de ses périphéries. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie de 1917 constitue le « maillon faible » du système, ni que la révolution au nom du socialisme se déplace par la suite vers l'Est (la Chine entre autre), tandis que sont déçues les attentes d'un effondrement à l'Ouest, dans lequel Lénine plaçait ses espoirs. De ce fait, les sociétés révolutionnées en question sont confrontées à la tâche double et contradictoire à la fois de « rattraper » (ce qui implique le recours à des méthodes analogues à celles du capitalisme) et de « faire autre chose » (« construire le socialisme »). La combinaison de ces tâches a été ici ou là ce qu'elle a été ; elle aurait peut être pu être meilleure, au sens qu'elle aurait permis le renforcement progressif des aspirations communistes au fur et à mesure des avancées du rattrapage. Toujours est-il que cette contradiction réelle est au cœur du façonnement des conditions objectives de l'évolution historique des sociétés post révolutionnaires.

Les formes d'organisation et d'action politiques inventées dans les circonstances par les « partis révolutionnaires » (les communistes de la IIIe Internationale en l'occurrence) ont été prisonnières de l'idée que le mouvement se faisait de la révolution considérée comme « imminente », ses conditions « objectives » étant considérées comme réunies. Le « parti » devait alors pallier ce qui seul manquait : la constitution d'une organisation chargée de « faire la révolution », ce qui impliquait dans les circonstances que l'accent soit mis sur l'homogénéité (par la suite le « monolithisme ») et la discipline quasi militaire. Les partis en question ont conservé ces formes d'organisation alors même que la perspective de l'assaut révolutionnaire immédiat avait été abandonnée, à partir de la fin des années 1920. Elles ont alors été mises au service d'un tout autre objectif prioritaire : la protection de l'Etat soviétique, de l'intérieur comme de l'extérieur.

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste – une forme de la révolution demeurait bien à l'ordre du jour. Mais son objectif demeurait par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba ou de celles qui ne le furent pas ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeurait : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union soviétique encerclée.

3. La défense des Etats post révolutionnaires au cœur des choix des stratégies d'avant-garde

L'Union soviétique, plus tard la Chine, se sont trouvées confrontées à des stratégies d'isolement systématique déployées par le capitalisme dominant et les puissances occidentales. Doit-on rappeler que durant un tiers de la brève histoire des Etats-Unis, la stratégie de cette puissance hégémonique du système capitaliste, s'est toute entière articulée sur l'objectif de détruire ses deux adversaires, fussent-ils véritablement socialistes ou pas ? Et que Washington est parvenu à la fois à entraîner dans cette stratégie et à subalterniser ses alliés tant dans les autres centres de la triade (Europe et le Japon) que dans les périphéries, substituant progressivement les pouvoirs de classes compradore à ceux issus de la libération nationale à vocation populaire ?

On comprend alors que, la révolution dans l'immédiat n'étant pas à l'ordre du jour ailleurs, la priorité ait été généralement donnée à la sauvegarde des Etats post révolutionnaires. Les stratégies politiques mises en œuvre – dans l'Union soviétique de Lénine puis de Staline et de ses successeurs, dans la Chine maoïste puis post maoïste, celles déployées par les pouvoirs d'Etat nationaux populistes en Asie et en Afrique, celles proposées par les avant-gardes communistes (qu'elles se soient situées dans le sillon de Moscou, ou de Pékin, ou qu'elles aient été indépendantes) se sont toutes définies par rapport à la question centrale de la défense des Etats post révolutionnaires.

L'Union soviétique et la Chine ont à la fois connu les vicissitudes des grandes révolutions et été confrontées aux conséquences de l'expansion inégale du capitalisme mondial. L'une et l'autre ont progressivement sacrifié les objectifs communistes d'origine aux exigences immédiates du rattrapage économique. Ce glissement, abandonnant l'objectif de la propriété sociale par lequel se définit le communisme de Marx pour lui substituer la gestion étatique et s'accompagnant par le déclin de la démocratie populaire, étouffée par la dictature brutale (et parfois sanglante) du pouvoir post révolutionnaire, préparait l'accélération de l'évolution vers la restauration du capitalisme, commune aux deux expériences en dépit de la diversité de leurs cheminements. Dans les deux expériences la priorité a été donnée à la « défense de l'Etat post révolutionnaire » et les moyens internes déployés à cette fin ont été accompagnés de stratégies extérieures priorisant cette défense. Les partis communistes ont été alors invités à s'aligner sur ces choix non seulement dans leur direction stratégique générale mais même dans leurs ajustements tactiques au jour le jour. Cela ne pouvait produire rien d'autre qu'un affadissement rapide de la pensée critique des révolutionnaires dont le discours abstrait sur la « révolution » (toujours « imminente ») éloignait de l'analyse des contradictions réelles de la société, soutenu par le maintien des formes d'organisation quasi militaires contre vents et marées.

Les avant-gardes qui refusaient l'alignement, et parfois osaient regarder en face la réalité des sociétés post révolutionnaires, n'ont néanmoins pas renoncé à l'hypothèse léniniste d'origine (la « révolution imminente »), sans tenir compte que celle-ci était de plus en plus visiblement démentie dans les faits. Il en a été ainsi du trotskysme et des partis de la IV^e Internationale. Il en a été ainsi d'un bon nombre d'organisations révolutionnaires activistes, inspirées parfois par le maoïsme, ou par le guevarrisme. Les exemples en sont nombreux, des Philippines à l'Inde (les naxalites), du monde arabe (avec les Nationalistes arabes et leurs émules au Yémen du Sud) à l'Amérique latine (Guevarrisme).

4. Construction nationale et/ou construction socialiste dans les périphéries radicalisées

Les grands mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, entrés en conflit ouvert avec l'ordre impérialiste, se sont heurtés, comme ceux qui ont conduits des révolutions au nom du socialisme, aux exigences conflictuelles du « rattrapage » (la « construction nationale ») et de la transformation des rapports sociaux en faveur des classes populaires. Sur ce second plan les régimes « post révolutionnaires » (ou simplement post indépendance reconquise) ont certainement été moins radicaux que les pouvoirs communistes, raison pour laquelle je qualifie les régimes en question en Asie et en Afrique de « nationaux - populistes ». Ces régimes se sont d'ailleurs parfois inspirés des formes d'organisation (parti unique, dictature non démocratique du pouvoir, gestion étatiste de l'économie) mises au point dans les expériences du « socialisme réellement existant ». Ils en ont généralement dilué l'efficacité par leurs options idéologiques floues et les compromis avec le passé qu'ils ont acceptés.

C'est dans ces conditions que les régimes en place comme les avant-gardes critiques (le communisme historique dans les pays en question) ont été invités à leur tour à soutenir l'Union soviétique (et plus rarement la Chine) et à bénéficier de son soutien. La constitution de ce front commun contre l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs partenaires européens et japonais a certainement été bénéfique pour les peuples d'Asie et d'Afrique. Ce front anti-impérialiste ouvrait une marge d'autonomie à la fois pour les initiatives des classes dirigeantes des pays concernés et pour l'action de leurs classes populaires. La preuve en est fournie par ce qui est advenu par la suite, après l'effondrement soviétique. Avant même celles des classes dirigeantes qui ont opté pour « l'Occident » (l'exemple majeur en est fourni par Sadate) nourrissant l'illusion que ce retournement serait favorable (dans le cas égyptien que les Etats-Unis détenaient 90 % des cartes dans la question palestinienne et que leur amitié permettrait de « retourner » la situation en faveur de la cause arabe et palestinienne ...) n'ont finalement rien obtenu ; au contraire leur capitulation a favorisé le déploiement des stratégies offensives de l'impérialisme (et en l'occurrence renforcé l'axe Washington -Tel Aviv).

Ce qui était par contre discutable c'était les conditions que l'Union soviétique a imposées aux forces politiques engagées aux côtés des classes populaires dans les pays alliés (et singulièrement aux partis communistes). On aurait pu imaginer que dans ce front anti-impérialiste ces partis conservent l'autonomie entière de leur mouvement, reconnaissant par là même la dualité conflictuelle des intérêts et des projets sociaux des partenaires associés dans le front. Car les classes dirigeantes poursuivaient dans ce cadre un projet de nature capitaliste en définitive, bien que « national », tandis que la satisfaction des intérêts des classes populaires exigeait de dépasser cette perspective dont l'histoire a d'ailleurs démontré les limites étroites. Tout au contraire les choix de l'Etat soviétique ont nourri les illusions que le projet capitaliste national portait en lui, affaiblissant par là même l'expression autonome des classes populaires. L'invention de la prétendue « voie non capitaliste » exprimait ce choix.

Sans doute à l'époque – celle de Bandung (1955-1975) – faire la distinction entre les intérêts des pouvoirs et ceux de leurs peuples était-il difficile. Ces pouvoirs étaient fraîchement issus d'immenses mouvements de libération qui avaient mis en déroute l'impérialisme dans ses formes anciennes (« coloniales » et « semi coloniales »), parfois de véritables révolutions

associées à ces mouvements (Chine, Viet Nam, Cuba). Ils étaient encore « proches » de leurs peuples, et bénéficiaient d'une forte légitimité

Les communistes arabes, dans leur grande majorité, ont accepté les propositions de la direction soviétique : devenir, au mieux « l'aile gauche » des régimes nationaux – populistes anti-impérialistes. Soutien à peine critique, pratiquement inconditionnel. L'auto dissolution du parti communiste égyptien en 1965, dans l'espoir illusoire d'être autorisé à réanimer le parti socialiste nassérien, le ralliement de Khaled Bagdache en Syrie à la thèse que ce qui était à l'ordre du jour ne pouvait être que la construction nationale, gommant sa qualification de capitaliste, constituent des exemples de ce choix. Je me suis exprimé sur cette question centrale ailleurs, notamment à l'occasion de la publication en Egypte des mémoires de nombreux militants de l'époque. Ma conclusion était que le communisme arabe, dans son ensemble, n'était pas sorti du cadre essentiel du projet « national populiste », ignorant que celui-ci s'inscrivait dans une perspective finalement strictement capitaliste. Cette option n'a pas été conjoncturelle et « opportuniste » ; elle était de nature structurelle et traduisait les déficiences d'origine des communismes en question, l'ambiguïté des idéologies qu'ils véhiculaient et finalement leur ignorance des classes populaires dont ils étaient censés défendre les intérêts sociaux immédiats et à long terme. Le résultat de cette option malheureuse a été que les communistes ont perdu leur crédibilité dès lors que les régimes nationaux populistes ayant atteint leurs limites historiques sont entrés dans la phase de l'érosion de leur légitimité. La gauche communiste ne s'étant pas posée en alternative au-delà du populisme national, le vide était créé sur la scène politique, ouvrant la voie au déploiement désastreux de l'Islam politique.

Sans doute quelques uns des communistes arabes, ici et là, ont-ils refusé ce ralliement inconditionnel à la défense de la politique d'Etat soviétique. Les exemples des « Qawmiyin » et de leurs émules au Yémen du Sud et ceux de quelques autres noyaux « maoïstes » en constituent le témoignage. Mais ceux là ne sont pas sortis de l'hypothèse d'origine du léninisme, à savoir que la « révolution était imminente ». En cela ils partageaient la vision des guevarismes en Amérique latine et des Naxalites en Inde. L'échec des mouvements courageux qu'ils ont inspirés démontre a posteriori que la thèse léniniste procédait de simplifications tragiques et était finalement erronée.

5. Ouvrir le débat sur la longue transition au socialisme mondial

L'erreur de Lénine dans son appréciation des défis réels et de la maturité des conditions révolutionnaires reconnue, il nous faut aller au-delà de la critique et de l'autocritique de l'histoire du communisme au XXe siècle, pour ouvrir de manière ouverte et inventive le débat sur des stratégies alternatives positives pour le XXIe siècle.

Je ne reviendrai pas ici sur ce que j'ai proposé ailleurs, dont je résumerai l'essentiel dans les points suivants :

(i) Il nous faut envisager des stratégies répondant au défi d'une perspective de « longue transition » du capitalisme mondial au socialisme mondial.

(ii) Au cours de cette longue transition se combineront dans la réalité des systèmes sociaux, économiques et politiques produits par les luttes sociales des éléments de reproduction de la société capitaliste et, contradictoirement, des éléments amorçant et développant des rapports sociaux socialistes. Deux logiques conflictuelles en combinaison et contradiction permanentes.

(iii) Les progrès dans cette direction sont nécessaires et possibles dans toutes les régions du système capitaliste mondial, tant dans ses centres impérialistes que dans ses périphéries compradorisées. Bien entendu les stratégies d'étapes de ces développements doivent être par la force des choses concrètes et spécifiques, notamment pour ce qui concerne les contrastes centres/périphéries.

(iv) Des forces sociales, idéologiques et politiques à travers lesquelles s'expriment, fût-ce dans la confusion, les intérêts populaires, oeuvrent déjà dans ces directions. Les mouvements dits « altermondialistes » en constituent la preuve matérielle. Il reste que ces mouvements véhiculent des alternatives différentes, les unes progressistes (allant dans le sens indiqué ci-dessus), les autres illusoire ou même franchement réactionnaires (des réponses para fascistes aux défis). Politiser le débat au bon et vrai sens du terme, constitue la condition de la construction de ce que j'ai appelé la « convergence dans la diversité » des forces progressistes.

(v) Les victimes du déploiement du capitalisme libéral rassemblent les majorités dans toutes les régions du monde. Le socialisme doit être capable de mobiliser cette chance historique nouvelle. Mais il ne pourra le faire que s'il sait tenir compte des transformations, produites par les révolutions technologiques, qui ont modifié de fond et comble et durablement l'architecture des structures sociales. Le communisme ne doit plus être le drapeau de la seule « classe ouvrière industrielle » au sens ancien du terme. Il peut devenir celui de l'avenir des larges majorités de travailleurs, en dépit de la diversité de leurs statuts. Reconstruire l'unité des travailleurs, de ceux qui bénéficient d'une certaine stabilisation dans le système et de ceux qui en sont exclus, constitue aujourd'hui un défi majeur pour la pensée inventive d'un renouveau communiste. Dans les périphéries cette reconstruction implique également l'organisation de vastes mouvements capables d'imposer le droit d'accès égal à la terre pour tous les paysans. Ce renouveau s'impose d'autant qu'on a souvent fini par oublier que la paysannerie rassemblait encore la moitié de l'humanité et que le capitalisme dans toutes ses formes est incapable de résoudre ce problème majeur.

(vi) Une stratégie d'action efficace s'inscrivant dans la perspective souhaitée doit être capable de produire des avancées dans trois directions simultanées : le progrès social, la démocratisation et la construction d'un système mondial pluricentrique. La démocratie politique proposée pour accompagner l'option économique du capitalisme libéral est appelée à faire perdre dramatiquement toute crédibilité à la démocratie. En sens inverse le progrès social apporté d'en haut se substituant à l'invention de ses formules par le déploiement du pouvoir démocratique des classes populaires n'est plus acceptable. Il n'y aura pas de socialisme sans démocratie, mais également pas d'avancées démocratiques sans progrès social. Enfin, compte tenu de la réalité des diversités nationales (et singulièrement des cultures politiques qui les façonnent) et de l'inégalité produite par l'histoire du déploiement du capitalisme mondial l'ouverture de marges rendant possibles les avancées sociales et démocratiques requises impose la construction d'un système mondial pluricentrique. La condition première de celle-ci est évidemment la mise en déroute du projet de Washington de contrôle militaire de la planète.